

BUREAUX : RUE NAIN.

ABONNEMENTS :
ROUBAIX-TOURCOING: Trois mois, 12 fr; Six mois, 23 fr; Un an, 44 fr.
LE NORD DE LA FRANCE: Trois mois, 14 fr. Six mois, 27 fr.; Un an, 51 fr. — L'abonnement continue, sauf avis contraire.

ANNONCES : 20 centimes la ligne
RÉCLAMES : 25 centimes
— On traite à forfait.

Heures de départ des trains : Roubaix à Lille, 5 17, 7 02, 8 12, 9 48, 11 37, m., 12 26, 156, 3 42, 5 11, 6 45, 7 38, 8 38, 11 11, s. — Roubaix à Tourcoing-Mouscron, 5 38, 7 08, 8 43, 10 13, 11 23, m., 1 15, 2 46, 5 03, 6 03, 8 13, 10 22, 11 31. — Lille à Roubaix, 5 20, 6 50, 8 25 9 55, 11 05, 12 57, 2 28, 4 45, 5 45, 7 55, 10 05, 11 15. — Tourcoing à Roubaix et Lille, 5 10, 6 53, 8 03, 9 41, 11 28, 12 17, 1 47, 3 33, 5 02, 6 06, 7 28, 9 24, 11 02. — Mouscron à Lille, 6 43, 7 53, 9 31, 11 18, 12 05, 3 21, 4 50, 5 57, 7 10, 9 10.

ON S'ABONNE ET ON REÇOIT LES ANNONCES : A ROUBAIX, à la bu- reaux du journal, rue Nain, 1; A Lille, chez M. Bognin, librairie rue Grande-Chaussée; à Paris, chez MM. Havas, Laffitte-Boulard & Cie, place de la Bourse, 8; à Bruxelles, à l'Office de Publicité, rue de la Madeleine.

JOURNAL DE ROUBAIX

MONITEUR POLITIQUE, INDUSTRIEL ET COMMERCIAL DU NORD

BOURSE DE PARIS

DU 14 MAI

3 0/0	53 53
4 1/2	77 25
Emprunt 1871	86 20
Emprunt 1872	87 40
DU 15 MAI	
3 0/0	54 50
4 1/2	77 25
Emprunt 1871	86 20
Emprunt 1872	87 40

ROUBAIX, 15 MAI 1873

La Politique et les Affaires

Les affaires vont mal; la politique va bien — c'est-à-dire va fort: — tel est le fait général du moment qu'il serait aussi difficile de contester qu'il est utile de l'étudier.

Y a-t-il donc entre la politique et les affaires une sorte d'incompatibilité d'humeur, telle que les affaires ne puissent prospérer qu'à la condition que la politique fasse relâche, ou que la politique ne puisse prendre un grand essor sans qu'aussitôt les affaires se croisent les bras?

Raisonnons un peu sur ce sujet d'une douloureuse actualité, non en gens de parti, mais en simples observateurs, estimant un fait au-dessus de dix arguments et un chiffre plus que cent phrases.

Au temps de l'Empire,—sous un régime auquel il nous est arrivé souvent de dire de rudes vérités, tout en lui accordant le respect dû à tout gouvernement établi et fonctionnant régulièrement; — au temps de l'Empire, disons-nous, on faisait peu de politique; par contre, les affaires marchaient admirablement. Tout le monde s'enrichissait: les millionnaires gagnaient des millions; les bourgeois doublaient leurs affaires et leurs profits; enfin, les paysans et les ouvriers voyaient leurs salaires s'élever progressivement et concurremment avec la prospérité générale. Ce régime était, si l'on veut, politiquement tout ce qu'il y a de pire; mais économiquement c'était un état de cocagne: nul homme sensé ne le contestera.

Mais voilà que l'Empereur, conseillé on ne sait par qui, probablement obéissant à des rêveries qui dominaient son caractère et son esprit, fait un pas, moins encore vers la liberté réelle que vers le parlementarisme qui est son expression bruyante. Il veut avoir un Corps Législatif qui parle et fasse parler de lui; il appelle au ministère un avocat de *primo Cartello*, Emile Ollivier.

Le babil politique recommence après un silence de vingt ans; et on s'en donne que c'est une bénédiction! Napoléon III s'aperçoit — un peu tard — qu'il a accompli le prodige de l'élève du sorcier: le manche à balai se met à inonder la chambre de flots... d'éloquence. Mais quand il s'agit d'arrêter le prodige, le mot magique manque. Que faire alors? On songe à détourner l'attention de la France et l'idée d'une guerre contre la Prusse surgit au milieu du débordement du parlementarisme. Cette idée une fois

lancée est adoptée d'enthousiasme par l'opposition, dans la Chambre et hors de la Chambre. Car il ne faut cesser de le répéter, la guerre a été populaire dès les premiers jours parmi les opposants; et lorsque un jour, M. Emile Olivier vint annoncer, dans les couloirs de l'Assemblée, que tout était arrangé par la renonciation du père Antoine de Hohenzollern, ce fut un tollé général parmi les députés de l'opposition; et le lendemain tous les journaux radicaux déclarèrent avec une touchante unanimité qu'accepter cette renonciation c'était commettre une lâcheté. Consultez, si vous en doutez, la collection du Siècle et des autres journaux avancés.

La guerre, qui reste une des grandes fautes — un crime même — du second Empire, a donc été conseillée, acceptée, acclamée par l'opposition: c'est ce que nous tenions à constater une fois pour toutes. Les conservateurs, eux aussi, l'ont acceptée mais à regret, ce qui constitue en leur faveur une circonstance atténuante.

La grande folie est donc décidée et commencée avec une honteuse insuffisance de moyens. Nous sommes battus, rebattus dès les premières rencontres; et enfin arrive l'affrontement de Sedan.

Que fallait-il faire en ce moment?

Reconnaitre la toute-puissance du *fait*,

accepter la défaite et demander la paix;

non la paix hâbleuse de Jules Favre —

le coryphée de l'opposition — *pas une pierre, pas un pouce*; mais la paix possible, la paix avec les sacrifices qui sont la conséquence de toute défaite; il fallait surtout éviter la supreme imprudence de changer la forme du gouvernement.

Au lendemain de Sedan, le vainqueur nous aurait imposé une contribution de guerre d'un ou deux milliards au plus et la cession d'une portion de l'Alsace; et il est possible que, la France se soumettant aux conséquences de sa défaite, l'Europe prenant l'affaire en mains fut intervenue pour limiter les exigences du vainqueur. Mais pour cela il fallait que la France restât dans la grande famille des monarchies européennes. Du moment qu'elle sortait de cette famille et se mettait en République, les monarchies d'Angleterre, de Russie, d'Autriche, d'Italie avaient un excellent motif pour s'absenter, et c'est ce qu'elles ont fait.

Au lendemain du 4 septembre, nous pouvions nous en tirer avec un ou deux milliards de contributions de guerre. Au 31 octobre suivant, les exigences du vainqueur s'étaient élevées, il réclamait trois milliards et toute l'Alsace; et il annonçait de plus, qu'après la prise de Paris, il réclamerait cinq milliards, l'Alsace et une partie de la Lorraine; il ne nous a pas trompé d'un mot, il faut lui rendre cette justice.

Maintenant, avons-nous eu tort de lutter jusqu'à épuisement, et d'avoir par notre patriotique entêtement porté notre rangon de un ou deux milliards à cinq, avec la perte de deux provinces au lieu d'une et une dévastation de notre territoire qui double au moins le chiffre de notre rangon? Grave question que nous nous sommes souvent posée, et que nous n'avons jamais pu résoudre à la

complète satisfaction de notre esprit et de notre conscience. En examinant la question comme patriote, nous répondons sans hésiter: oui, nous avons eu raison de lutter jusqu'au bout, et peut-être aurait-il fallu aller plus loin encore et faire la guerre à outrance, mais non à la manière des *outrantiers* de Gambetta. Mais si nous examinons la question en gens d'affaires, en philanthropes, en hommes connaissant la valeur d'une vie humaine et considérant la guerre comme un des plus grands crimes contre l'humanité, nous sommes obligés dedire qu'il ne sait pas comment la guerre, et après l'avoir commencée, l'arrêter aux premiers échecs, au prix même de ce qu'on appelle la honte.

Et maintenant le fait est là. La France a perdu en cinq mois de lutte cinq milliards de rançon, cinq milliards de dévastations, plus deux provinces des plus riches et des plus fertiles de son territoire, et l'on s'étonne qu'après cette saignée à blanc, les affaires ne marchent pas! Ce qui devrait étonner, c'est qu'il en soit

autrement. Et pourtant cette épouvantable crise, à laquelle tout autre pays que la France aurait succombé, aurait passé sans laisser de traces sensibles; et cela en quelques années, si la France n'avait pas compliqué sa défaite militaire d'une révolution politique qui menace d'un jour à l'autre de devenir sociale.

C'est cette menace d'une révolution sociale, conséquence logique et nécessaire de la révolution politique sous laquelle nous nous débattons, qui paralyse les affaires, tue la confiance et oblige tous les intérêts à attendre. Est-ce quand la maison brûle que l'on songe à faire des embellissements? Non, on attend que le feu ait été éteint.

La République peut-elle nous donner la stabilité? Que les républicains honnêtes nous prouvent que oui! Ils avaient une excellente occasion pour cela, lors de l'élection du 27 avril dernier; il leur suffisait de faire nommer M. de Remusat, un républicain honnête, et de repousser dans le ruisseau de la rue Grôlée l'ex-maire de Lyon. Ils l'ont voulu, ils l'ont tenté et n'y ont pas réussi. Quelle confiance veulent-ils donc que l'on ait dans leur force? Ils sont honnêtes, soit; mais impuissants. Or, dans les affaires, les meilleures intentions ne valent pas la plus petite réalité.

Les affaires vont mal ou ne vont pas du tout, parce qu'il n'existe nulle part un élément sérieux de stabilité. La République de M. Thiers n'a pas la moindre solidité et on ne fait rien pour lui en donner.

La guerre a ruiné la France; la révolution l'empêche de se remettre. Telle est au vrai la situation, que tous les bardages de la presse révolutionnaire ne changeront. — ETIENNE MOUTTET.

Puisqu'on nous cite toujours des articles de journaux anglais félicitant M. Thiers de son bon gouvernement et de sa ferme volonté de constituer la République, il est bon de signaler la lettre admirable d'esprit politique que

vient d'écrire le chef des radicaux anglais, M. Bright.

Invité à la conférence républicaine de Birmingham, il répond qu'il ne peut s'y rendre ni donner un mot d'encouragement.

« Certainement, dit-il, cela vaut la peine de lutter pour obtenir le meilleur gouvernement civil; mais il vaut bien mieux le perfectionner que de faire des changements qui exposent fatallement à des risques et à des pépins. Il est plus facile de déraciner une Monarchie que de donner la vie et la santé à ce que vous désirez mettre à sa place; et je crois que le prix que nous aurons à payer pour obtenir ce changement sera bien supérieur à sa réelle valeur... »

En ce qui concerne la France, il ajoute:

« La France a subi bien des désastres et des humiliations pour avoir détruit son ancien gouvernement; elle a été, depuis près d'un siècle, dans l'impossibilité de fonder un gouvernement stable. »

Et, ayant remarqué que l'Angleterre peut continuer d'améliorer son gouvernement sans être forcée de détruire l'ancienne Monarchie, il conclut:

« Je n'ai aucune sympathie pour le but que se propose votre conférence. Je préfère réaliser les meilleures réformes politiques par des moyens plus sages et moins dangereux. »

Voilà le langage d'un homme sensé, d'un homme d'Etat. Que chacun de nos gouvernements et de nos grands politiques du centre gauche qui s'en vont faire l'appoint des radicaux, méditent profondément ces paroles. S'ils sont capables d'intelligence, ils comprendront ce qu'il faut faire pour établir enfin le gouvernement stable que nous cherchons vainement depuis près d'un siècle.

LETTRE DE PARIS

(Correspondance particulière du Journal de Roubaix)

Paris, 14 mai.

J'avais bien raison hier de vous mettre en garde contre les bruits répandus à la Bourse au sujet de la formation d'un ministère entre droit et d'une présidence à vie qui serait donnée à M. Thiers. Il n'y avait pas le moindre fondement dans ces bruits qui étaient une manœuvre des haussiers. C'est pourquoi une inévitable réaction s'est produite aujourd'hui à la Bourse. M. Thiers, avec son obstination incurable, est plus que jamais dominé par la camarilla Barthélémy-St-Hilaire, Arago et C°. On dit M. de Goulard et les autres ministres conservateurs très-découragés et très-inquiets. Aux députés de la droite qui conseillent à M. Thiers de changer de politique, il répond en repoussant très-vivement cette proposition.

Le chancelier Nigra qui est à l'Elysée dans les confidences du président, comme autrefois dans celles de l'empereur, écrit, assure-t-on, au gouvernement Italien que M. Thiers, loin de vouloir se séparer de la gauche, est de plus en plus étroitement lié avec elle.

Rien n'était changé! Le même boucher était occupé dans la boutique; les mêmes rideaux fanés en damas à fleurs étaient suspendus derrière les fenêtres.

CHAPITRE XXVI.

Les fautes de Margaret Lennard. Mistress Lennard fut très-bonne pour Éléonor, et si la bonté et l'amitié des personnes chez qui elle était eussent pu rendre agréable la position de mistress Monkton, elle l'eût été certainement.

Mais le confort était un substantif dont la signification réelle dévait, je crois, être tout à fait incompréhensible pour le major Lennard et mistress Lennard. Il s'étaient mariés très-junes, avaient mal débuté dans la vie, et leur existence depuis lors avait été quelque chose de trouble tant au physique qu'au moral. Ils ressemblaient à deux enfants qui cherchaient à singler les personnes raisonnables depuis vingt ans environ, et qui étaient encore aussi complètement enfants qu'au début de leur carrière. Vivre avec eux, c'était exister dans une atmosphère de désordre et de confusion; avoir quelques rapports avec eux, n'importe lesquels, c'était se plonger dans un chaos d'où l'esprit le plus lucide ne pouvait sortir sans être complètement désorganisé. Le plus grand malheur de ces deux personnes provoqua la ressemblance qui existait entre elles.

Si le major Lennard eût été un homme d'un caractère ferme et décidé, ou même

assez doux pour faire face à la situation, il aurait pu faire ce qu'il fallait pour empêcher que l'opinion publique ne se détourne de l'opposition. Il aurait pu faire ce qu'il fallait pour empêcher que l'opinion publique ne se détourne de l'opposition. Il aurait pu faire ce qu'il fallait pour empêcher que l'opinion publique ne se détourne de l'opposition.

Il aurait pu faire ce qu'il fallait pour empêcher que l'opinion publique ne se détourne de l'opposition. Il aurait pu faire ce qu'il fallait pour empêcher que l'opinion publique ne se détourne de l'opposition.

Il aurait pu faire ce qu'il fallait pour empêcher que l'opinion publique ne se détourne de l'opposition.

Il aurait pu faire ce qu'il fallait pour empêcher que l'opinion publique ne se détourne de l'opposition.

Il aurait pu faire ce qu'il fallait pour empêcher que l'opinion publique ne se détourne de l'opposition.

Il aurait pu faire ce qu'il fallait pour empêcher que l'opinion publique ne se détourne de l'opposition.

Il aurait pu faire ce qu'il fallait pour empêcher que l'opinion publique ne se détourne de l'opposition.

Il aurait pu faire ce qu'il fallait pour empêcher que l'opinion publique ne se détourne de l'opposition.

Il aurait pu faire ce qu'il fallait pour empêcher que l'opinion publique ne se détourne de l'opposition.

Il aurait pu faire ce qu'il fallait pour empêcher que l'opinion publique ne se détourne de l'opposition.

Il aurait pu faire ce qu'il fallait pour empêcher que l'opinion publique ne se détourne de l'opposition.

Il aurait pu faire ce qu'il fallait pour empêcher que l'opinion publique ne se détourne de l'opposition.

Il aurait pu faire ce qu'il fallait pour empêcher que l'opinion publique ne se détourne de l'opposition.

Il aurait pu faire ce qu'il fallait pour empêcher que l'opinion publique ne se détourne de l'opposition.

Il aurait pu faire ce qu'il fallait pour empêcher que l'opinion publique ne se détourne de l'opposition.

Il aurait pu faire ce qu'il fallait pour empêcher que l'opinion publique ne se détourne de l'opposition.

Il aurait pu faire ce qu'il fallait pour empêcher que l'opinion publique ne se détourne de l'opposition.

Il aurait pu faire ce qu'il fallait pour empêcher que l'opinion publique ne se détourne de l'opposition.